

# Boycottez le Jerusalem Quartet

Par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël, 25 mars 2020

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) confirme son appel au boycott du Jerusalem Quartet à cause de sa complicité dans le blanchiment par l'art du régime israélien d'extrême droite d'apartheid, d'occupation et de colonialisme de peuplement contre le peuple palestinien.

Le Jerusalem Quartet est une institution culturelle israélienne qui ne reconnaît pas au peuple palestinien la totalité de ses droits fondamentaux selon le droit international et qui est régulièrement partenaire du gouvernement israélien dans ses programmes de propagande.

Le Jerusalem Quartet fait régulièrement des tournées sur des initiatives [financées, parrainées ou autrement organisées](#) par le ministère israélien des Affaires étrangères et les missions diplomatiques israéliennes. De [Croatie](#) et [d'Ukraine](#) aux Etats Unis, y compris [l'année dernière](#) à Boston, le Quartet a utilisé sans hésiter sa musique pour blanchir par l'art les crimes bien répertoriés commis par le régime d'extrême droite israélien contre les Palestiniens. Un événement à Houston en 2018 « a [célébré](#) le 79ème Anniversaire d'Israël, tandis que les Palestiniens [commémoraient les 70 ans](#) de nettoyage ethnique et de dépossession.

Il est par conséquent boycottable selon [les lignes directrices](#) du boycott culturel international d'Israël, qui établissent spécifiquement les deux exigences – inspirées de la lutte anti-apartheid d'Afrique du Sud et acceptées par la société civile palestinienne – que les institutions

culturelles israéliennes doivent respecter pour ne pas être boycottables :

a. Reconnaître publiquement les droits inaliénable du peuple palestinien tels que consacrés dans le droit international (dont les trois droits fondamentaux de l'appel BDS de 2005) et

b. Mettre fin à toute forme de complicité dans la violation des droits des Palestiniens comme stipulé dans le droit international, dont les politiques et pratiques discriminatoires ainsi que divers rôles dans le blanchiment ou la justification des violations par Israël du droit international et des droits fondamentaux des Palestiniens.

Le mouvement BDS ne cible pas les individus sans son boycott, comme le prouve sans aucune ambiguïté son palmarès. Les boycotts d'Afrique du Sud au temps de l'apartheid étaient des boycotts sans discrimination, y compris le boycott culturel, et étaient très largement soutenus. Mais BDS cible strictement les institutions (et les corporations), y compris les institutions culturelles, qui ont une complicité dans l'apartheid.

Le Quartet a été créé en 1994 sous les auspices du Centre Musical de Jérusalem et de la Fondation Culturelle Amérique-Israël qui ont financé les études de ses musiciens et il a [écrit](#) plus tard : « Nos bénéficiaires servent d'ambassadeurs culturels d'Israël dans le monde entier. »

En 2003, on a [appris](#) à propos du Quartet que : « Quand ils ont terminé leur service militaire il y a trois ans, ils ont changé leur statut en Musiciens Distingués des FDI [Forces de Défense Israéliennes] et continuent de jouer pour les troupes trois fois par semaine quand ils sont en Israël. » En mars 2006, le violoncelliste du Quartet, Kyril Zlotnikov, a dit à un journal australien qu'ils étaient heureux qu'on les appelle « meilleurs ambassadeurs d'Israël ».

Le violoniste du Quartet dirige, au Centre Musical de Jérusalem, un [programme](#) qui « soutient des ensembles constitués de Jeunes Musiciens Remarquables dans les FDI » [et](#) est en lien direct avec les FDI ».

Le très ancien partenariat du Quartet avec le gouvernement israélien d'extrême droite fait partie du programme de la Marque Israël qui consiste à blanchir ouvertement les crimes de guerre par la culture.

Comme l'a [admis](#) l'un des hauts responsables du ministère israélien des Affaires étrangères, « Nous voyons la culture comme un outil de premier rang de hasbara [propagande] et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture. » Un autre a [dit](#) : « Nous enverrons à l'étranger des romanciers et des écrivains, des troupes de théâtre, des expositions... Vous montrez ainsi le meilleur profil d'Israël, et on ne nous perçoit alors pas exclusivement dans le contexte de la guerre. »

Les défenseurs internationaux des droits de l'Homme, dont à [Edimbourg](#), [Brighton](#), [Londres](#), [Birmingham](#), [Rotterdam](#), [Lisbonne](#), en [Californie](#), [Kentucky](#), à [Toronto](#) et en [Nouvelle Zélande](#), ont protesté contre la complicité flagrante du Jerusalem Quartet avec le régime d'oppression israélien d'extrême droite.

Nous appelons à des manifestations créatives pacifiques en relation avec les concerts internationaux du Jerusalem Quartet, et à ce que les salles refusent d'accueillir le Quartet et à ce que les amateurs de concert doués de conscience refusent d'y assister.

– PACBI est un membre fondateur du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

**Traduction** : J. Ch pour BDS France

**Source** : [PACBI](#)

---

# La Campagne Eurovision devant FR3 Auvergne

Dix neuf militant-e-s d'un collectif AFPS 63, BDSF 63, Amis Monde Diplomatique 63, Amis Temps des Cerises, CGT-UD 63, LDH Clermont-Riom, MRAP 63, NPA 63, PCF 63, RESF 63, Solidaires Auvergne, UNEF Auvergne, se sont rassemblés le 18 janvier devant le siège de FR3 Auvergne à Chamalières (63), sous l'œil de deux véhicules de police envoyés par la préfecture.

Ils ont été reçus devant les grilles de FR3 par le rédacteur en chef adjoint, qui a discuté avec eux pendant environ 30 minutes. Il nous a expliqué qu'il comprenait notre action et le courrier que nous leur avons envoyé, et qu'il feraient remonter à France TV et à FR2. Ils sont conscients des problèmes éthiques que pose la tenue de l'Eurovision en Israël. Nous sommes convenus de rester en contact pour nos actions futures.



Des photos de groupe, ainsi que de 4 nouveaux militant-e-s voulant figurer dans notre album photo BoycottEurovision2019 sur Facebook, ont été faites. [Notre tract explicatif](#) a été distribué aux automobilistes au feu rouge proche, certains nous ont encouragé, d'autres ont klaxonné gaiement nos drapeaux palestiniens, en passant.

Un [reportage a été publié sur le site de FR3 Auvergne](#)

---

# Le corps enseignant de Pitzer vote en faveur du soutien au mouvement BDS pour les droits palestiniens

27 novembre 2018 / Par [Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel \(PACBI\)](#)

Le corps enseignant du Pitzer College en Californie a massivement voté en faveur de deux motions soutenant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits palestiniens. Alors que les attaques d'Israël contre le système éducatif palestinien augmentent, professeurs et étudiants défendent les droits palestiniens.

Plus tôt ce mois-ci, les enseignants du Pitzer College en Californie ont massivement voté en faveur de [deux motions](#) soutenant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits palestiniens.

Dans la première motion, les enseignants ont rejeté une décision prise l'an dernier par le président et les administrateurs de Pitzer<sup>1</sup> de rendre nulle une résolution du Conseil des étudiants soutenant BDS. Cette résolution du Conseil des étudiants, adoptée en avril 2017, visait à empêcher qu'une subvention pour des activités étudiantes soit utilisée pour acheter des biens d'entreprises complices dans l'occupation militaire illégale des territoires palestiniens par Israël.

Dans la deuxième motion, les enseignants ont appelé le Pitzer College à suspendre le programme d'échange universitaire avec l'université de Haifa jusqu'à ce qu'Israël cesse de restreindre l'admission selon l'ascendance ou les discours politiques et « adopte des politiques accordant des visas pour

des échanges avec les universités palestiniennes sur une base totalement égale à ce qui se fait pour les universités israéliennes ».

Daniel Segal, Jean M. Pitzer Professeur d'anthropologie et professeur d'histoire, a expliqué :

« En tant que corps enseignant de Pitzer, nous avons massivement voté pour exprimer qu'il est inacceptable que le président de notre université et son conseil d'administration violent l'autonomie du conseil des étudiants dans le contrôle de ses fonds, en ciblant, comme base à cette interférence, les inquiétudes des étudiants à propos de la relation de Pitzer à la Palestine et à Israël. C'est la première fois dans l'histoire de l'université qu'il y a une tentative pour déroger à l'autonomie des étudiants quand ils décident comment accorder leurs subventions. C'est antidémocratique et contre tous les principes. Le conseil de Pitzer essaie d'appliquer une « [exception palestinienne](#) » à la libre expression.

Ce qui est important ici n'est pas seulement le résultat, qui est un soutien clair du corps enseignant en faveur des droits palestiniens. Ce qui est aussi important est que les enseignants de Pitzer ont voté après s'être informés des réalités de la vie des Palestiniens et des politiques et pratiques de l'état israélien. Mes collègues de Pitzer ont, pour résumer, rempli leurs responsabilités en tant qu'intellectuels. »

Samia Botmeh, professeure et doyenne à l'université Birzeit en Cisjordanie palestinienne occupée et responsable militante dans la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), a déclaré :

« Les enseignants et les étudiants de l'université Pitzer défendent les droits palestiniens à un moment critique. Les attaques d'Israël contre l'éducation palestinienne ne sont pas nouvelles, mais dans les deux dernières années, elles n'ont

fait qu'augmenter.

J'ai des collègues avec des passeports étrangers, dont des professeurs chevronnés enseignant à mon université depuis des années, qui se sont vus refuser des visas ou des renouvellements de visas. Israël contraint les universitaires enseignant en Palestine occupée à abandonner leurs vies et leurs étudiants. Beaucoup d'entre eux ont des origines palestiniennes, tous sont confrontés à la menace d'être expulsés à cause de leur origine ethnique ou de leur engagement pour l'éducation palestinienne.

Israël repousse aussi beaucoup de nos étudiants internationaux aux frontières, les empêchant de s'inscrire à des cours ou de continuer leurs études en Palestine.

La répression par Israël de la liberté universitaire palestinienne et la perturbation de l'éducation palestinienne font partie intégrante du régime militaire qui nous est imposé et des efforts pour contrôler chaque aspect de notre vie.

Il est réconfortant de voir des collègues universitaires du monde entier se dresser à cette occasion pour s'assurer que ni eux, ni leurs institutions ne soient complices de ce dommage à l'éducation et à la vie des Palestiniens. C'est une responsabilité professionnelle et éthique. »

*[La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël](#) a été lancé en 2004 afin de contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité palestiniennes. PACBI plaide pour un boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, étant donné leur profonde et persistante complicité avec le déni par Israël des droits palestiniens, tels qu'ils sont stipulés par le droit international.*

[1](#) Pitzer est un College au sens américain, c'est-à-dire un établissement d'enseignement supérieur de premier cycle.

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

---

# Les athlètes palestiniens disent... Boycottez Puma! Pas de jeu loyal en terre palestinienne volée

31 octobre 2018

par Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

***Joignez les actions sur les réseaux sociaux et organisez une campagne #BoycottPuma pour inciter le fabricant global de sportswear à mettre fin à son soutien des colonies illégales d'Israël qui chassent les familles palestiniennes hors de leurs terres.***

La pression monte sur Puma pour que la marque mette fin à son sponsoring de l'Association israélienne de Football (IFA). L'IFA inclut des clubs des colonies israéliennes illégales construites sur des terres palestiniennes volées. Plus de [200 clubs sportifs palestiniens](#) ont envoyé une lettre exhortant Puma à mettre fin à son contrat de sponsoring.

Rien que la semaine dernière, plus de [1000 tweets](#) ont exhorté Puma à faire de la fin de son soutien aux appropriations illégales de terres par Israël une priorité dans la campagne [#REFORM](#) pour la justice sociale que la marque a récemment lancée.



**Nous savons que les dirigeants de Puma nous écoutent.** Augmentons la pression pour convaincre Puma de faire le saut pour les droits palestiniens.

Aujourd'hui, avec les athlètes palestiniens, nous lançons un boycott de Puma jusqu'à ce que la marque mette fin à sa complicité dans le blanchiment par le sport des crimes de guerre et des violations des droits humains par Israël.

**Joignez les actions sur les médias sociaux et commencez à organiser une campagne #BoycottPuma dans votre région !**

### **Pourquoi boycotter Puma?**

Puma sponsorise l'Association israélienne de football (IFA), qui encourage [les clubs de football](#) basés dans les colonies israéliennes illégales à participer à ses championnats et à ses compétitions.

L'occupation militaire israélienne expulse des familles palestiniennes, y compris les enfants, de leurs foyers, pour laisser la place à ces colonies. Les colonies israéliennes sont considérées comme des crimes de guerre selon le droit international.

En juillet dernier, il a été annoncé qu'Adidas [ne sponsorisait plus](#) l'IFA après une campagne internationale et la [remise](#) de 16 000 signatures au siège d'Adidas.

Nous pouvons le faire encore une fois.

**Joignez les actions sur les réseaux sociaux #BoycottPuma et diffusez l'appel au boycott !**

Les athlètes et les clubs sportifs palestiniens ont déjà démarré la campagne #BoycottPuma !

Suivez leur inspiration !

1. Imprimez un panneau Boycott Puma, voir ci-dessous.

2. Prenez une photo de vous ou de votre groupe tenant ce panneau.
3. Postez la photo sur les réseaux sociaux en utilisant le hashtag **#BoycottPuma**.

### **Organisez une campagne Boycott Puma dans votre région**

Il y a de nombreuses façons de s'impliquer dans une campagne Boycott Puma. Vous pouvez organiser un boycott de l'équipement sportif Puma par les consommateurs, promouvoir le désinvestissement de la compagnie (pour que les fonds d'investissement et de pension socialement responsables vendent leurs actions Puma), et faire campagne pour mettre fin aux contrats de sponsoring avec la compagnie. [Contactez-nous](#) pour plus d'information sur la manière de commencer une campagne Boycott Puma.

Joignez l'appel palestinien à boycotter Puma ! Ensemble, nous pouvons faire en sorte que Puma fasse le saut en faveur des droits palestiniens.

Pancarte disponible :



Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

---

**Plus de la moitié des**

# conférenciers invités se retirent d'un colloque scientifique dans une université israélienne des colonies

20 août 2018 / Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

Six des onze conférenciers invités ont confirmé l'annulation de leur participation à un colloque de physique à l'université Ariel, construite en territoire palestinien occupé dans une colonie israélienne illégale. Les universitaires palestiniens demandent aux conférenciers restants de se retirer de la conférence.

*La lettre suivante a été envoyée le 2 août 2018 aux conférenciers invités du colloque « Inflation, alternatives et ondes gravitationnelles » qui doit se tenir du 3 au 6 septembre à l'université Ariel. Cette université est construite en terre palestinienne occupée, dans la colonie israélienne illégale d'Ariel. Plus de la moitié de ceux invités à parler ont confirmé qu'ils n'y assisteraient pas. Bien que certains se soient retirés depuis plusieurs semaines, le site web du colloque continue, de manière trompeuse, à afficher leurs noms. Nous demandons aux conférenciers restants de soutenir leurs collègues palestiniens et de se retirer du colloque.*

Nous vous écrivons en tant que conférencier invité au [colloque](#)

intitulé « Inflation, alternatives et ondes gravitationnelles » à l'université Ariel, 3-6 septembre 2018. Nous, Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE) et Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), nous vous demandons d'annuler votre participation à cette université, qui est construite en terre palestinienne occupée en violation du droit international.

L'université Ariel est construite dans la colonie israélienne illégale du même nom en Cisjordanie palestinienne occupée. Le consensus international est que les colonies israéliennes sont illégales. La résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies a récemment [reconfirmé](#) cette position, maintenant que l'activité de colonisation d'Israël « n'a aucune validité juridique et constitue une violation flagrante selon le droit international ». Selon la 4ème Convention de Genève, les colonies israéliennes constituent un crime de guerre.

La colonie d'Ariel [a été construite sur des terrains volés](#) aux villages palestiniens alentour et sur des terres que des familles palestiniennes ont cultivées pendant des générations. Le mur d'apartheid construit pour annexer Ariel à Israël, et déclaré illégal en 2004 par la Cour pénale internationale (ICJ), [sépare des villages palestiniens](#) les uns des autres et restreint leur liberté de mouvement et leur développement. Les Palestiniens doivent vivre avec [la puanteur des eaux usées](#) d'Ariel, ce qui affecte leur santé, détruit leurs récoltes et pollue leurs sources d'eau.

Les colonies, qui privent les Palestiniens de terres et de ressources, font partie du système israélien d'oppression qui domine tous les aspects de la vie palestinienne, en particulier l'éducation.

Les checkpoints militaires israéliens restreignent les déplacements vers, et depuis, les universités des étudiants,

chercheurs et professeurs palestiniens. Israël empêche les étudiants palestiniens dans Gaza assiégée, où près de deux millions de personnes vivent avec [quatre heures d'électricité](#) par jour, d'étudier dans les universités palestiniennes de Cisjordanie ou de quitter Gaza pour des universités à l'étranger.

Israël refuse des permis de voyage aux universitaires palestiniens, limitant sévèrement leur accès à des conférences internationales.

Depuis le début de l'année universitaire, Israël a [refusé l'entrée ou refusé de renouveler des visas](#) d'un grand nombre d'universitaires des universités palestiniennes détenant des passeports étrangers.

Israël dénie aux Palestiniens le droit fondamental à la liberté académique et l'université Ariel joue un rôle actif [en cela].

L'[Union européenne](#) et la [Fondation binationale pour la science US-Israël](#) excluent les institutions universitaires israéliennes dans les territoires occupés, comme l'université Ariel, de leurs subventions et de leurs programmes de recherche.

Des associations universitaires israéliennes, dont l'[Association israélienne d'anthropologie](#) et [la Société israélienne de sociologie](#), ainsi que [1200 universitaires israéliens](#), ont banni l'université Ariel et refusent de collaborer avec elle.

Plus tôt dans l'année, l'université Kasetsart de Bangkok [a mis fin](#) à son partenariat avec l'université Ariel pour une conférence d'études sur les femmes.

Ces mesures prennent acte du fait que collaborer avec l'université Ariel signifie nécessairement normaliser les politiques illégales d'Israël qui dénie les droits

palestiniens et étouffe l'enseignement supérieur palestinien.

En participant à un colloque à l'université Ariel, vous prêterez votre nom et votre savoir à cet objectif, ce que, nous en sommes sûrs, vous ne voulez pas faire.

Nous, universitaires palestiniens et défenseurs des droits humains, vous demandons de faire ce qui est juste et d'annuler votre participation à cette conférence dans la colonie illégale d'Ariel.

Dans l'attente de votre réponse et du plaisir de discuter plus longuement avec vous,

Cordialement,

La Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE)

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

La Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE) représente plus de 6 000 membres du personnel universitaire palestinien dans 13 institutions d'enseignement supérieur en territoire palestinien occupé.

*La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 afin de contribuer au combat pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI défend le boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, étant donné leur profonde et persistante complicité dans le déni par Israël des droits palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit international.*

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

---

# Boycott du Festival Pop-Kultur 2018

9 Mai 2018

*La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël appelle au boycott de Pop-Kultur Berlin, jusqu'au rejet du financement d'Israël.*

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) appelle **tous les artistes qui participent à Pop-Kultur Berlin à se retirer** du festival à cause de son acceptation d'un parrainage de l'ambassade israélienne. Cet parrainage intervient malgré le retrait du festival de l'an dernier de huit artistes, en signe de protestation pour cette même raison. (voir aussi le site [Boycott Pop-Kultur Festival](#)).

Israël cherche à s'associer à des festivals internationaux, tel Pop Kultur Berlin, pour blanchir par l'art son image à l'étranger, dans la tentative explicite de détourner l'attention de ses crimes contre les Palestiniens. Pour un festival supposément progressiste, accepter de l'argent d'un sponsor qui est un régime d'oppression et d'apartheid depuis des décennies comme Israël, montre une absence d'éthique et une hypocrisie, à tout le moins.

Tout récemment, Israël a mis en œuvre une politique de tirs-pour-tuer-ou-mutuler, annoncée par avance, contre des milliers de manifestants pacifiques dans la bande de Gaza assiégée et occupée, des manifestants qui luttent pour conquérir la liberté. Les dizaines de tués et les milliers de blessés ne l'ont pas été accidentellement : un porte-parole des forces israéliennes a même dit « rien n'a été fait hors de

contrôle ; tout était minutieux et mesuré. Nous savons où chaque balle a abouti ».

La Cour Pénale Internationale a averti Israël que ses meurtres à Gaza pouvaient représenter des crimes de guerre. À la lumière de la violation permanente des droits humains des Palestiniens par Israël, accepter de l'argent de la propagande du gouvernement israélien revient à une complicité intentionnelle avec les violations flagrantes du droit international par Israël via le blanchiment par l'art.

Voici quelques mois, l'artiste à succès néozélandaise, Lorde, a annoncé l'annulation d'un concert programmé à Tel Aviv. Confrontés à une vilaine campagne d'intimidation et de calomnie par des représentants du lobby israélien, des dizaines d'artistes mondialement connus, dont des stars ayant remporté des Oscars à Hollywood, ont déclaré leur soutien total à Lorde.

Un officiel israélien a résumé la politique manifeste de blanchiment culturel d'Israël de la façon suivante : « Nous enverrons des romanciers et autres écrivains connus à l'étranger, des compagnies de théâtre, des expositions. De cette façon, vous montrez un visage plus agréable d'Israël, pour qu'on ne nous représente pas simplement dans le contexte de la guerre ».

L'insistance du festival Pop Kultur à accepter le parrainage d'Israël, de quelque manière qu'il le tourne cette année, ne nous laisse que le choix de faire appel à tous les artistes y participant pour qu'ils s'en retirent, sauf si le festival annule le parrainage d'Israël.

Un événement sponsorisé par l'Afrique du Sud de l'apartheid aurait déclenché les mêmes appels au boycott par les défenseurs des droits humains et les progressistes d'Afrique du Sud, d'Allemagne et d'ailleurs. De même, éviter de normaliser le système israélien d'injustice est le minimum



attendu par les Palestiniens de la part d'artistes et d'organisations culturelles progressistes, pour ne pas saper notre lutte non violente pour la liberté, la justice et l'égalité.

Allez-vous vous placer du côté juste de l'histoire ?

*\* Les lignes directrices de PACBI pour le boycott culturel d'Israël stipulent que « (Un-e) événement/activité mené-e sous le parrainage/sous l'égide ou avec affiliation à une entité israélienne officielle ou une institution complice, constitue une complicité et donc mérite d'être boycotté-e.*

Source: [Boycott Pop-Cultur Festival](#)

Traduction SF pour BDS France

---

## **Pédaler pour les droits des Palestinien•ne•s : 20 villes dans le monde demandent à l'UCI et au Giro d'Italia #DéplacezLaCourse**

13 mars 2018 / par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël (PACBI)

Des cyclistes et des défenseurs des droits humains des Palestinien•ne•s sont descendu•e•s dans les rues de 20 villes à travers le monde, le samedi 10 mars 2018 pour la [Journée d'Action Internationale #RelocateTheRace](#).

Des actions et des manifestations à vélo ont appelé l'Union

Cycliste Internationale (UCI) l'instance dirigeante du cyclisme, à déplacer le départ du célèbre événement cycliste le Giro d'Italia, prévu le 4 mai à Jérusalem. Les participant•e•s ont mis en lumière le déni des droits des Palestinien•ne•s par Israël, y compris la liberté de mouvement, et son utilisation de la course pour blanchir, par le sport, son régime d'occupation et d'apartheid.

La journée d'action a débuté en Palestine, avec des dizaines de jeunes palestiniens qui ont participé à un « Contre Giro » en Cisjordanie occupée de Ramallah à Qalandia, localité restreinte par le mur de l'apartheid et les checkpoints militaires israéliens. La course faisait partie des événements organisés pour la [Semaine Contre l'Apartheid Israélien](#) et a mis en lumière la destruction toujours en cours des maisons et des fermes palestiniennes par Israël.



Qalandia, ruines d'une maison palestinienne démolie par Israël. En 2016, Israël a démoli 33 maisons dans ce seul village.

En Suisse, les cyclistes ont pédalé jusqu'au [siège de l'UCI à Aigle](#). Malgré de nombreuses lettres et appels à déplacer la course, citant le propre code éthique de l'UCI, l'organisation n'est toujours pas intervenue pour empêcher le cyclisme professionnel d'être complice des violations du droit international par Israël.

A Kuala Lumpur, [plus de 50 personnes](#), jeunes et moins jeunes, seules ou en familles, étudiant•e•s et cyclistes, se sont rassemblées samedi matin pour appeler la Fédération malaisienne de cyclisme, membre du conseil d'administration de l'UCI, à prendre des mesures pour que l'UCI délocalise la course.



Des manifestations ont eu lieu dans plus de 10 villes à travers l'Italie. A Rome, des dizaines de cyclistes se sont rassemblé•e•s pour [une cérémonie de remise de prix parodique](#) près du Colisée, ligne d'arrivée du Giro d'Italia. L'entreprise italienne de service public d'électricité ENEL a été « honorée » en tant que Meilleur Sponsor de l'Apartheid Israélien. L'UCI a reçu le Prix de l'Autruche pour avoir gardé la tête dans le sable. Les organisateurs du Giro, qui ont reçu [10 millions d'euros](#) d'Israël, ont été honorés en tant que Meilleurs Profiteurs de Violations des Droits Humains. L'équipe cycliste israélienne a reçu le prix de la Meilleure Couverture des Crimes Israéliens.



En Sicile, des militant•e•s ont tenu une réunion publique à Catane pour préparer des manifestations pendant le Giro d'Italia. Les premières étapes italiennes de la course s'y dérouleront. Des manifestations à vélo ont également eu lieu à [Bologne](#), Milan, [Naples](#), Ravenne, [Turin](#), [Udine](#), [Vicence](#) et Venise.



Aux Pays-Bas, environ [80 cyclistes](#) ont participé à un «Giro alternatif» à La Haye, pédalant du Parlement en direction du Palais de la Paix et de la Cour pénale internationale, mettant en lumière les crimes de guerre et les violations des droits humains commis par Israël depuis longtemps.



A Manchester, les cyclistes de The Big Ride for Palestine ont pédalé jusqu'au siège de la Fédération Britannique de Cyclisme et au Consulat d'Italie, scandant « [Save face ! Relocate the race !](#) » (Sauvez la face ! Déplacez la course!)



En France, les cyclistes à [Paris](#) ont roulé de la Tour Eiffel jusqu'au siège du média l'Equipe, diffuseur français du Giro. Des manifestations à vélo ont également eu lieu à [Saint-Étienne](#) et à [Marseille](#), où les militant•e•s ont distribué plus de 1 500 dépliants.



En Belgique, des militant•e•s de Leuven ont distribué des drapeaux de vélo sur lesquels était inscrit «Roulez pour la paix et la liberté, pas pour l'apartheid israélien» à un public extrêmement réceptif, exprimant son opposition aux abus du cyclisme servant à cacher les violations des droits humains.



Israël s'est longtemps inspiré du [régime d'apartheid en Afrique du Sud](#), utilisant le sport pour masquer son occupation militaire et son régime d'apartheid depuis des décennies.

Les défenseurs des droits Palestinien•ne•s à travers le monde entier sont déterminé•e•s à continuer de faire pression sur le cyclisme professionnel jusqu'à ce qu'il mette un terme à son partenariat avec le gouvernement israélien, permettant à l'une des meilleures courses cyclistes d'être exploitées pour des raisons politiques.

Source: [PACBI](#)

Traduction: K.A pour BDS France

---

# **Les Palestiniens saluent la municipalité de Cadix pour son annulation d'une série de films parrainée par Israël**

PACBI – 23 octobre 2017

La municipalité de l'État espagnol confirme son engagement à éviter toute contribution au blanchiment du régime d'Israël d'occupation militaire et de violations des droits de l'homme par le biais d'évènements culturels.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) salue la municipalité de Cadix qui a annulé une série de films israéliens en raison de son parrainage par l'ambassade israélienne. La cérémonie d'ouverture prévue incluait la participation du directeur des projets culturels de l'ambassade israélienne en Espagne, Jesus Arcos Garcia.

Cette série de films israéliens était organisée à l'Espace de la culture contemporaine (ECCO), un site municipal de Cadix, ce qui le mettait en conflit avec l'engagement du Conseil municipal d'éviter de contribuer à blanchir l'image du régime d'Israël d'occupation militaire et de violations des droits de l'homme par le biais d'évènements culturels.

Le 12 août 2016, le Conseil municipal de Cadix a approuvé officiellement la Campagne Zone franche de l'apartheid israélien, s'engageant à respecter les principes des droits de l'homme établis par le mouvement mondial non violent, conduit

par les Palestiniens, de Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS), mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité.

Le gouvernement israélien investit d'énormes sommes d'argent pour promouvoir sa campagne de propagande pour l'image d'Israël, en réponse à la dégradation rapide de la situation d'Israël dans l'opinion publique mondiale. Un récent sondage de la BBC montre qu'Israël est le quatrième État le moins populaire dans le monde.

PACBI salue nos partenaires dans l'État espagnol, dont le Comité de coordination « Andalusia con Palestine », pour leurs efforts visant à encourager les conseils locaux à éviter de rendre complices en couvrant les violations des droits de l'homme par Israël ou en renforçant son impunité à travers des événements culturels ou des accords commerciaux et institutionnels.

Dans l'État espagnol, plus de 80 administrations publiques se sont déclarées Zones Franches de l'apartheid israélien (ELAI), s'engageant à remplir leur obligation éthique et légale de s'abstenir de contribuer aux violations israéliennes des droits de l'homme, par le biais d'accords commerciaux ou de coopérations institutionnelles.

Avec cette annulation, la ville de Cadix respecte ses obligations internationales de ne pas reconnaître, aider ou se rendre complice de la pratique des violations des droits de l'homme ou du maintien de la situation créée par ces violations, en veillant au respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme.

Le régime d'Israël d'occupation et d'apartheid n'est pas un ami de la culture. Depuis le début de l'occupation jusqu'à aujourd'hui, les autorités d'occupation israéliennes ont fermé des dizaines de centres culturels palestiniens, de théâtres et de halls d'exposition, et elles ont arrêté des artistes,

chanteurs, poètes, musiciens et cinéastes palestiniens. Elles ont torturé des journalistes et des écrivains palestiniens, et en ont empêché beaucoup de participer à des événements culturels internationaux. Israël a saccagé le Centre culturel Khalil Sakakini à Ramallah, et démoli le Théâtre de la Pierre à Jénine.

La majorité absolue de la société civile palestinienne, comprenant les artistes et intellectuels les plus éminents, a lancé un appel à la solidarité internationale en 2005, appelant la société civile et les institutions à rejoindre la campagne de Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) contre l'apartheid israélien. Douze ans plus tard, BDS est devenu l'une des campagnes mondiales pour les droits de l'homme les plus efficaces au monde.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante dans le déni d'Israël des droits palestiniens tels que définis dans le droit international. Visitez PACBI sur [le site](#) et suivez nous sur [Twitter @PACBI](#)

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

**Le Tour d'Italie (GIRO)  
participe activement aux  
violations israéliennes du**

# droit international et des droits des Palestiniens

26 September 2017 / Par [Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel \(PACBI\)](#) / [Italy](#)

Les organisateurs du Giro d'Italie<sup>1</sup> prétendent que la course cycliste ne concerne que le sport et n'a rien à voir avec la politique. Cependant, comme le montrent les preuves irréfutables ci-dessous, en contrepartie de millions de dollars de parrainage, le Giro aide activement le gouvernement israélien à représenter faussement Jérusalem-Est occupée comme une partie d'Israël et de sa capitale unifiée, travaille avec des entreprises actives dans les colonies israéliennes illégales et déploie des images et des messages qui donnent une impression trompeuse soigneusement conçue qui blanchit l'occupation militaire israélienne et la politique d'apartheid contre les Palestiniens.

Le Giro renforce la revendication illégale de souveraineté d'Israël sur la ville de Jérusalem dans son ensemble alors que l'Italie, l'UE, l'ONU et le monde entier ne reconnaissent pas la souveraineté d'Israël sur Jérusalem-Est et ne reconnaissent aucune partie de Jérusalem -Est ou Ouest – en tant que capitale d'Israël.

Les photos officielles de Twitter et de Facebook du Giro montrent une partie de la vieille ville de Jérusalem-Est occupée, avec certains des sites saints palestiniens les plus importants, en particulier la mosquée dorée du **Dôme du Rocher** et l'église **Notre Dame des Douleurs**, sous la bannière « Bienvenue Israël – Big Start 2018. »

Si une image vaut mille mots, une image délibérément trompeuse vaut mille articles de propagande pour couvrir l'occupation militaire israélienne de Jérusalem-Est, y compris de la



vieille ville.



La carte officielle de la course par étapes dans Jérusalem ne fait aucune différence entre Israël et Jérusalem-Est occupé, elle place le label "Jérusalem" au-dessus du territoire occupé de Jérusalem Est pour présenter faussement Jérusalem-Est comme faisant partie d'une Jérusalem unifiée sous souveraineté israélienne.



Les scènes de la vieille ville dans cette vidéo officielle, produites par le ministère israélien du tourisme et publiées sur la chaîne *Youtube* du Giro, renforcent encore la fausse présentation de Jérusalem-Est occupée dans le cadre d'une Jérusalem unifiée qui serait la capitale d'Israël. Encore une fois, la grande bannière « Jérusalem » est placée précisément sur le territoire occupé de Jérusalem-Est sur la carte, empiétant aussi sur la vieille ville.



Parmi les sponsors de la société de production israélienne pour l'événement, **Comtec Group**, on ne trouve pas seulement les **ministères israéliens** qui ont une longue histoire de participation aux violations graves du droit international d'Israël, mais aussi la **Winery Golan Heights**, qui opère illégalement dans les hauteurs occupées du Golan.



La carte dans le logo officiel du Giro d'Italia Big Start montre le transfert<sup>1</sup> de Jérusalem à Haïfa (ligne pointillée) le long de la route 1 via l'enclave de Latrun dans le territoire palestinien occupé. Le fait que la Cisjordanie palestinienne occupée et la bande de Gaza ne sont pas marquées en tant que telles et sont simplement délimitées par une ligne pointillée donne l'impression fausse qu'elles font partie d'Israël. De même, l'inclusion inexplicable des Hauteurs occupées du Golan syrien dans la carte.



Le maire israélien de Jérusalem, Nir Barkat, a déclaré: «Nous sommes fiers d'accueillir l'un des plus grands et des plus prestigieux événements sportifs au monde et le plus grand événement sportif jamais organisé en Israël, ici dans la ville de Jérusalem. Des centaines de millions de spectateurs à travers le monde regarderont tandis que certains des meilleurs cyclistes du monde rouleront le long des murs de l'ancienne Vieille Ville de Jérusalem et de nos sites historiques. Notre message au monde est clair: Jérusalem, la capitale de l'État d'Israël, est ouverte à tous ».

Les mots «la capitale de l'État d'Israël» ont été retirés de sa citation sur le site Web du Giro afin de tenter de cacher des déclarations qui vont clairement à l'encontre de la politique du gouvernement italien et du consensus international.

Le fait que cette municipalité particulièrement raciste et coloniale noue un partenariat avec le Giro montre la complicité de cette course prétendument «**uniquement sportive**» avec le blanchiment de l'occupation militaire d'Israël et la politique d'apartheid. La municipalité israélienne de Jérusalem, après tout, a joué un rôle majeur dans la perpétration de violations graves des droits humains

palestiniens, dont démolitions de maisons et construction extensive de colonies illégales pour Juifs seulement, grâce au déplacement forcé progressif de communautés palestiniennes autochtones à l'intérieur et à proximité de Jérusalem-Est occupée – un crime de guerre selon le droit international.

Pour renforcer la fausse présentation de Jérusalem-Est occupée comme située en Israël, la description officielle de l'étape de Jérusalem de la course indique:



« Le Giro d'Italia de 2018 débutera le vendredi 4 mai avec un contre la montre individuel à Jérusalem, après une route très technique qui se termine à **proximité des murs de la vieille ville**. Avec de nombreux virages sur les rues de la ville et de petites ascensions et descentes, la route passera par des monuments, dont le Parlement (Knesset) et les **murs historiques**. La finale est en montée, passant d'une [inclinaison] légère à plus exigeante. » [

Commentant la cérémonie d'annonce du Giro, le premier journal de sport d'Italie, détenu par les organisateurs de course RCS MediaGroup, déclare que la phase de Jérusalem « arrivera près des murs de la vieille ville » et passera par « des lieux symboliques comme le Parlement (Knesset) et les murs historiques. »

Le principal journal italien, également détenu par les organisateurs de la course RCS MediaGroup, commente: « Un contre la montre individuel de Jérusalem, en partant et arrivant près de la porte de Jaffa ou de la Porte de la Tour de David ». L'utilisation du terme colonial israélien, « Tour de David », pour décrire un minaret palestinien musulman du XVIIe siècle, est une forme de complicité dans l'appropriation culturelle illégale d'Israël et la colonisation du patrimoine

palestinien.

1<sup>0</sup> GIRO = nom familier donné au Tour d'Italie

2 Entre les deux premières étapes du Giro

Source: [PACBI](#)

Traduction: AF et JPB pour BDS France

---

# **Ne pédalez pas pour les crimes israéliens: dites au Giro d'Italie de se tenir à l'écart de l'Apartheid!**

19 Septembre 2017/ Italie

[Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel \(PACBI\)](#)

Les organisateurs de la célèbre course cycliste, le Giro d'Italie, ont annoncé que le départ de l'édition 2018 serait en Israël, débutant à Jérusalem, suivi d'étapes de Haïfa à Tel-Aviv et dans le Naqab (Néguev).

La course "célébrera" le 70ème anniversaire de l'établissement d'Israël sur les ruines de la patrie palestinienne et le nettoyage ethnique, ou Nakba, de la majorité de la population indigène palestinienne.

**Nous devons agir** pour arrêter ce «sports-washing » de l'occupation et l'apartheid israélien, qualifié par les médias comme « [un beau coup politique](#) » pour [Israël], qui ne cesse de s'employer à donner l'image de vie « normale ».

**Ensemble disons aux organisateurs du Giro: #DéplacezLaCourse et ne pédalez pas pour l'occupation et l'apartheid israélien.**

Le Giro d'Italie servira à **institutionnaliser la mainmise d'Israël sur Jérusalem**. Lors de la cérémonie de présentation, les élus israéliens ont tous revendiqué Jérusalem comme étant la capitale d'Israël, **ce qu'aucun autre pays au monde ne reconnaît**. La Municipalité de Jérusalem est activement impliquée dans le nettoyage ethnique progressif des Palestiniens, entre autres par une [politique](#) de démolitions de maisons et d'expulsions forcées.

Dans le Naqab (Néguev), au Sud de ce qui est aujourd'hui Israël, des dizaines de villages palestiniens bédouins **ne sont pas reconnus ni n'ont accès aux services de base**, et sont sujets à **des démolitions répétées, pour certains plus de 100 fois**. Israël [révoque également la citoyenneté](#) des Palestiniens Bédouins sans raisons, les rendant apatrides.

Débuter la course dans un endroit sous contrôle israélien servirait de **visa à l'oppression israélienne des Palestiniens**. Le Giro d'Italie aurait-il pensé à débiter sa course dans l'apartheid d'Afrique du Sud des années 80 ?

**Agissez maintenant pour pousser RCS [les organisateurs] à respecter le droit international et à déplacer la course.**

Envoyez cette lettre à RCS, via le site [BDS Movement](#) (remplissez le formulaire, traduit ci-dessous, à droite de l'article).

*À l'attention de :*

*Urbano Cairo, président, RCS Mediagroup*

*Riccardo Taranto, président, RCS Sport*

*Mauro Vegni, directeur, Giro d'Italia*

*Nous sommes profondément inquiets à propos de votre intention de donner le départ de l'édition 2018 du Tour d'Italie (Giro d'Italia) en Israël. Malgré vos tentatives d'éviter les « zones sensibles », le fait d'organiser la course uniquement dans des endroits soumis au contrôle israélien implique le Tour d'Italie dans les violations des lois internationales auxquelles se livre Israël.*

*En donnant le départ de la course à Jérusalem, le Tour d'Italie va devenir partie intégrante de l'actuel processus israélien visant à institutionnaliser son emprise illégale sur la ville occupée. La résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies (1947) fait de Jérusalem une entité séparée sous régime international particulier et elle affirme à maintes reprises que « toute action entreprise par Israël, la puissance occupante, en vue d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration sur la Ville Sainte de Jérusalem est illégale ». En 1967, Israël a occupé Jérusalem-Est, l'annexant unilatéralement comme faisant partie de sa « capitale unifiée ». Malgré les allégations répétées des ministres israéliens lors de la cérémonie de présentation, la communauté mondiale ne reconnaît aucune partie de Jérusalem comme capitale d'Israël.*

*Dans le sud d'Israël, où une autre étape de la course est prévue, des dizaines de localités où vivent des Bédouins palestiniens se voient refuser toute reconnaissance par Israël, qui les prive également de ses services de base et, de plus, ces localités sont soumises à des démolitions répétées. Citons pour mémoire la localité d'Al-Araqib, démolie à plus de 100 reprises. Depuis 2010, Israël ne cesse de retirer la nationalité à des centaines, voire des milliers de Bédouins palestiniens, et ce, sans raison, ce qui en fait des apatrides.*

*Ces mesures font partie de l'actuelle épuration ethnique à*

*laquelle se livre Israël, épuration qui a débuté voici 70 ans avec la création d'Israël sur les ruines de la patrie palestinienne et qui a entraîné, de force, le déplacement et la déportation d'une majorité des autochtones palestiniens.*

*Voici donc ce qu'Israël a l'intention de « célébrer » l'an prochain. Le Tour d'Italie ne devrait jouer aucun rôle dans cette affaire.*

*De même qu'il eût été inacceptable que le Tour d'Italie ait pris son départ dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, durant les années 1980, il est inacceptable aujourd'hui de faire débiter cette course en quelque endroit se trouvant sous contrôle israélien, puisque la chose ne servira que de certificat d'approbation à l'oppression des Palestiniens par Israël.*

*Nous prions donc instamment RCS de respecter les lois internationales et de déplacer le départ de la course vers un autre pays. De grâce, n'accordez pas à Israël cet « énorme coup politique », qui ne fera que dévaloriser et ternir l'un des plus importants événements sportifs européens.*

*Bien sincèrement,*

Nous devons nous assurer que RCS et les équipes cyclistes aient le message : ne blanchissez pas les violations flagrantes d'Israël des droits humains par le sport, déplacez le départ de la course dans un autre pays !

**#RelocateTheRace Campaign**

**Campagne #DéplacezLaCourse**

Source: [PACBI](#)

Traduction: Lauriane GR pour BDS France

---

# Des universitaires palestiniens exhortent les universités et intellectuels européens à se retirer de LAW TRAIN

PACBI, la Campagne palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël – 4 septembre 2017 – Belgique, Royaume Uni, Italie.

*Des professeurs et des institutions académiques européens ont insisté pour que cesse la coopération avec le projet financé par l'UE, du fait de l'engagement des institutions israéliennes connues pour leurs pratiques de détention illégale, de torture au quotidien et de violence envers les Palestiniens.*

Palestine occupée – la Fédération Palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUBE) et la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël ([PACBI](#)) en appellent aux professeurs et institutions académiques d'Europe pour un retrait immédiat de leur participation au LAW TRAIN, un projet qui vise à unifier les méthodes d'interrogatoires policiers et qui ignore les violations graves des droits humains.

Nous appelons l'Université belge KU Leuven, l'Institut de recherche portugais INESC-ID et les universitaires britanniques membres du comité consultatif du projet, à cesser immédiatement leur engagement dans ce programme, par respect pour le droit international et pour les droits humains des



Palestiniens.

LAW TRAIN est un projet cofinancé par l'UE et par le ministère israélien de la sécurité publique, la police nationale israélienne et l'université Bar Ilan d'Israël.

Les pratiques de détention illégale du ministère israélien de la sécurité publique et de la police, la torture au quotidien et l'usage de la violence contre les manifestants palestiniens ont été critiqués par l'ONU et par les organisations de défense des droits humains. Ces pratiques jouent un rôle actif dans la détention illégale de milliers de prisonniers politiques palestiniens qui sont dans les prisons israéliennes.

La police nationale d'Israël, qui a en son sein l'infâme unité de la police des frontières, est profondément impliquée dans des crimes de guerre, des exécutions extra judiciaires et dans de violentes attaques illégales contre des Palestiniens, brutalisant notamment les enfants prisonniers, ainsi que l'a documenté Human Rights Watch. La police est aussi responsable d'ancrer une culture de l'impunité parmi les Israéliens qui terrorisent ou attaquent des civils palestiniens. Dans 95% de ces attaques, la police se soustrait à l'accusation des délinquants.

La présence du siège de la police nationale sur le territoire occupé de Jérusalem Est constitue une violation grave du droit international et relève d'un crime de guerre. Cela implique les participants européens à LAW TRAIN en violation du droit international. Cela présente aussi le risque de violer la propre politique de l'UE de non reconnaissance de la souveraineté israélienne sur les TPO et les lignes directrices de l'UE quant à la participation à des programmes de recherche, puisque la Commission européenne n'a pas été en mesure de confirmer que les activités du projet ne se situent pas sur de la terre illégalement occupée.

L'université Bar Ilan est profondément complice de l'oppression des Palestiniens par Israël. Elle maintient des liens étroits avec le Shin Bet, les services de sécurité d'Israël, lequel a été condamné par le comité de l'ONU contre la torture pour son usage de la torture et d'autres méthodes illégales d'interrogatoire.

La coopération avec ces institutions via LAW TRAIN n'est pas seulement un mépris des droits humains des Palestiniens, elle donne le feu vert à la poursuite de ces méthodes de torture et, pire encore, elle les présente comme un modèle à suivre en Europe.

Nous vous écrivons après que plus d'un millier de prisonniers politiques palestiniens aient observé une grève de la faim de 40 jours cet été en signe de protestation contre les conditions inhumaines qui leur sont faites par Israël, torture comprise ainsi que le refus de soins médicaux et la mise au cachot, dans lesquels la police nationale israélienne et le ministère de la sécurité publique sont directement impliqués. Actuellement Israël garde en prison environ 6 000 prisonniers politiques palestiniens, dont 300 enfants, nombre d'entre eux étant détenus sans accusation ni procès.

En août dernier, après une pression de la société civile, le gouvernement portugais s'est retiré de la participation à LAW TRAIN et nous exhortons les autres partenaires européens du projet à faire de même.

Nous appelons l'Université belge KU Leuven, l'Institut de recherche portugais INESC-ID et les universitaires britanniques membres du comité consultatif du projet à cesser de faciliter la violation des droits humains des Palestiniens, par leur retrait immédiat de LAW TRAIN.

Sincèrement,

La Fédération Palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE) et la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël ([PACBI](#))

Source: [PACBI](#)

Traduction SF pour BDS France

---

# La réponse de PACBI à la déclaration trompeuse du Festival Pop-Kultur

COMMUNIQUE PACBI

## Réponse de PACBI à la déclaration trompeuse du Festival Pop-Kultur

17 août 2017 Allemagne

*Tentative désespérée pour détourner l'attention de son acceptation honteuse du parrainage d'Israël et de sa complicité consécutive dans le blanchiment du régime israélien d'occupation et d'apartheid.*

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) condamne le festival Pop-Kultur pour sa diffusion de mensonges éhontés sur le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, dans une tentative désespérée pour détourner l'attention de sa honteuse acceptation du parrainage d'Israël et de sa complicité consécutive dans le blanchiment du régime israélien d'occupation et d'apartheid.

Contrariés de voir que son insistance à accepter le parrainage d'Israël,

en dépit de ses flagrantes violations des droits de l'Homme, provoquait le retrait de tous les artistes arabes, les organisateurs de Pop-Kultur ont déclaré que le but du boycott culturel d'Israël est « de boycotter complètement toute coopération avec les artistes et les intellectuels israéliens ».

C'est un véritable mensonge.

BDS, qui est demandé par l'écrasante majorité des Palestiniens, y compris les artistes, appelle à un boycott institutionnel d'Israël et des institutions qui sont complices de son déni des droits fondamentaux des Palestiniens. Il ne vise pas les individus. Les Palestiniens appellent tous les artistes de conscience à boycotter Israël comme beaucoup avaient boycotté l'Afrique du Sud de l'apartheid.

De nombreux artistes et intellectuels de premier plan, y compris israéliens, ont avalisé le boycott culturel d'Israël comme une forme de pression non-violente pour aider à mettre fin à sa politique d'occupation armée, de racisme institutionnalisé, de nettoyage ethnique, de siège et de déni des droits des réfugiés.

L'objection de PACBI à l'édition de Pop-Kultur de cette année a été explicitement mentionnée dans le communiqué publié deux jours plus tôt : « Nous appelons tous les artistes participants à être du bon côté de l'histoire, du côté de l'opprimé, en annulant leurs représentations, à moins que le festival n'annule ce honteux parrainage. »

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [PACBI](#)

---

# Boycottez le festival « Pop-

# Kultur » de Berlin

COMMUNIQUÉ PACBI

## Boycottez le festival « Pop-Kultur » de Berlin

15 aout 2017

par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël / Allemagne

*Comme dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, un régime d'oppression et de racisme ne devrait jamais être bienvenu dans des espaces culturels sous prétexte d'ouverture et d'inclusion.*

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël salue les artistes qui ont annulé leur participation à Pop-Kultur pour protester contre le parrainage d'Israël. Comme dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, un régime d'oppression et de racisme ne devrait jamais être bienvenu dans des espaces culturels qui prétendent défendre l'ouverture, l'inclusion et les droits de l'Homme.

Israël conditionne son financement de tournées internationales d'artistes israéliens à la signature d'un contrat qui les engage à « promouvoir les intérêts politiques de l'État d'Israël via l'art et la culture ».

Un haut responsable israélien a admis : « Nous voyons la culture comme un outil de hasbara [propagande] de premier rang et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture. »

Un autre responsable a ouvertement appelé à envoyer « des romanciers, des compagnies théâtrales, des expositions et des écrivains bien connus outremer pour contrer l'indignation internationale devant les violations des droits de l'Homme par Israël en présentant « un visage plus avenant » d'Israël.

Nous condamnons fermement l'acceptation du parrainage d'Israël par Pop-Kultur comme un acte conscient de complicité dans le blanchiment du

régime israélien d'occupation et d'apartheid.

Nous appelons tous les artistes participants à se tenir du bon côté de l'histoire, du côté de l'opprimé, en annulant leurs représentations, à moins que le festival n'annule ce honteux parrainage.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [PACBI](#)

---

# **De grandes universités chiliennes se tournent vers l'appel BDS, annulent des évènements parrainés par l'ambassade israélienne**

**Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) – 8 juin 2017**

Deux universités chiliennes annulent des évènements parrainés par l'ambassade israélienne où l'un des orateurs est un dirigeant des fouilles archéologiques illégales en Cisjordanie palestinienne.

Les étudiants de l'université du Chili demandent à ce qu'il soit mis fin aux relations avec les institutions académiques israéliennes.

Les campagnes BDS menées par les étudiants ont amené deux grandes universités chiliennes à annuler des évènements coparrainés par l'ambassade israélienne et où l'un des

orateurs était Joe Uziel, directeur de l'Autorité des antiquités d'Israël (IAA). Lundi, le Département d'anthropologie de l'Université Alberto Hurtado a annoncé l'annulation de l'évènement, et hier, la Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili a fait de même.

BDS Chili a mis l'accent sur les raisons qui ont motivé la campagne d'annulation de l'évènement :

*« Les universités ne peuvent être des complices passifs de graves violations des droits de l'homme. L'État d'Israël maintient une occupation, une colonisation et un régime d'apartheid illégaux contre le peuple palestinien, et l'ambassade israélienne, au Chili, est le représentant de ce régime. En outre, l'Autorité des antiquités d'Israël est une entité gouvernementale qui est basée illégalement à Jérusalem-Est occupée, et qui réalise des excavations illégales en Cisjordanie palestinienne occupée. Certaines de ces excavations illégales sont dirigées par un orateur invité, Joe Uziel. »*

La confiscation et le vol du patrimoine culturel palestinien font parties des tentatives d'Israël visant à effacer la mémoire et l'identité culturelle palestiniennes. Depuis 1967, l'IAA est profondément impliquée dans les crimes culturels et de graves violations du droit international, tels que la suppression et le pillage de centaines de milliers d'objets précieux du Territoire palestinien occupé (TPO), notamment de Jérusalem-Est. Craignant les campagnes BDS, Israël a tenté de empêcher que les informations concernant ses travaux archéologiques sur le TPO soient rendues publiques et de camoufler ses violations en promouvant à l'étranger de tels évènements.

Sharaf Qutaifan, de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a déclaré :

*« À travers l'Autorité des antiquités d'Israël, Israël tente*

*d'enterrer l'histoire de la population autochtone de la Palestine, laquelle a toujours été le foyer de groupes de cultures et de religions diverses. Il s'agit d'une extension de la politique d'Israël pour l'expulsion et le vol culturel, une politique qu'il a mis en pratique contre les Palestiniens depuis sa création. Israël détient un bilan inquiétant de pillages des terres et des biens, des trésors culturels et même des livres et œuvres d'art palestiniens, pillages qui se poursuivent encore aujourd'hui.*

*« Nous saluons les étudiants chiliens pour avoir fait pression sur le Département d'anthropologie de l'Université Alberto Hurtado et la Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili pour qu'ils prennent des positions de principe. Les institutions académiques ne devraient pas prêter leur réputation au déni d'Israël des droits des Palestiniens. Nous espérons voir toute les universités chiliennes totalement libérées de l'apartheid israélien. »*

BDS Chili a fêté la victoire :

*« Nous nous réjouissons des décisions de l'Université Alberto Hurtado et de l'Université du Chili. Le peuple palestinien attend des actes de principe de solidarité en soutien de leurs droits humains et du respect du droit international. Ces annulations démontrent la détermination des étudiants chiliens à dénoncer l'oppression israélienne et à œuvrer pour l'interruption des relations de nos universités avec les institutions complices de l'apartheid israélien. »*

Cette nouvelle information est un pas de plus dans le boycott académique grandissant d'Israël au Chili. L'an dernier, les étudiants de la Faculté de droit à l'Université du Chili ont massivement voté pour le soutien au BDS, comme l'avaient fait plus de 90 % des étudiants en sciences sociales. À l'Université catholique du Chili, le conseil des étudiants a également voté une résolution BDS à une large majorité.



Les annulations sont aussi un autre coup porté à l'Autorité des antiquités d'Israël. Fin 2016, le 8<sup>e</sup> Congrès archéologique mondial a publié une résolution condamnant les excavations d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, et appelé les éditeurs académiques internationaux à refuser de publier les travaux liés aux recherches archéologiques dans ces régions.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI recommande le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes étant donné leur complicité profonde et persistante dans le déni d'Israël des droits des Palestiniens, tels que stipulés dans la législation internationale.

Visitez PACBI sur : <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter [@PACBI](https://twitter.com/PACBI)

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

# Une vague de boycotts frappe

# le festival israélien de films LGBT

**Une vague de boycotts frappe le festival israélien de films LGBT, de la part d'artistes internationaux qui répondent à l'appel au boycott culturel demandé par les palestiniens**

*Des artistes refusent que leur art couvre les violations graves par Israël des droits des êtres humains*

29 mai 2017 – Au moins cinq des douze intervenants étrangers prévus au Festival international de films LGBT de Tel Aviv du 1<sup>er</sup> au 10 juin se sont retirés, d'après les informations reçues, après que des militants palestiniens queer et leurs soutiens du mouvement BDS ont appelé au boycott de cet événement de propagande « pinkwashing » qui fournit une couverture progressiste aux violations graves perpétrées par Israël contre les droits humains des Palestiniens.

Par respect pour l'appel palestinien au boycott culturel, John Trengove, le réalisateur sud-africain lauréat de prix s'est retiré de la soirée d'ouverture du TLVFest. Dans une lettre aux organisateurs, **Trengove a écrit** :

« Avec la douleur de la lutte contre l'apartheid encore fraîche dans notre conscience collective, le problème est, comme vous pouvez l'imaginer, très sensible pour beaucoup de Sud-Africains.... Sachant ce que je sais, il me semble impératif de retirer ma participation... Il est impossible de passer par-dessus le fait que le festival (et ma participation) pourrait servir à faire diversion par rapport aux violations des droits des êtres humains commises par l'État d'Israël

Trengove a ensuite ajouté :

Un boycott rigoureux contre TOUTES les initiatives du gouvernement (israélien) est nécessaire...En tant que Sud-Africain, j'ai une expérience de première main de la façon dont les boycotts ont aidé à amener une transformation démocratique et donc j'ai décidé d'ajouter mon nom et ma voix à l'initiative du boycott d'Israël.

Trengove a été suivi par la lauréate de l'Emmy Award des USA, Catherine Grund qui est productrice, réalisatrice, scénarise et organisatrice, par sa co réalisatrice Daresha Kyi et par toute l'équipe de Aubin Pictures qui a produit le documentaire Chavela sur la chanteuse mexicaine renommée Chavela Vargas. Ils ont tous déclaré leur soutien à l'appel au boycott. L'actrice canadienne Fawzia Mirza a aussi annulé sa participation par respect pour l'appel.

Selon les media, la réalisatrice allemande Hélène Hegemann, l'actrice suisse Jasna Fritzi Bauer et Nadia Abraham, une Palestinienne vivant au Danemark dont la participation au jury du festival et à un panel était prévue, ont également annulé. Le résultat est que la totalité de la programmation du panel Les Femmes dans le Cinéma a été retirée du site du festival.

Dans une lettre aux organisateurs du festival, **Catherine Gund et Dareshka Kyi** ont écrit :

Le TLVF est soutenu par des entités gouvernementales israéliennes qui sont profondément complices de violations du droit international que sont la guerre en cours, la répression des Palestiniens et l'occupation des terres palestiniennes... Des événements culturels tel ce festival visent à couvrir ces violations... au niveau personnel et politique, nous ne pouvons soutenir cela. Nos films, qui mettent en avant une vision de paix et de liberté, ne devraient pas figurer dans un événement culturel financé par le gouvernement israélien. Nous sommes solidaires du boycott.

La lettre se concluait par ce qui suit :

Nous, de Aubin Pictures, producteurs de Chavela, prendrons toutes les mesures que nous pourrons en soutien au boycott. Aucun des réalisateurs et aucun des autres représentants du film ne seront présents à ce festival. Nous ne ferons aucune communication dans la presse qui mette en valeur ce festival. Et nous nous engageons à travailler avec des queers palestiniens et leurs alliés dans le mouvement BDS tandis que nous continuons la diffusion de Chavela dans le monde d'une manière sûre, respectueuse et en soutien au boycott culturel palestinien dans un effort pour soutenir partout les droits humains des Palestiniens.

**Haneen Maikey, réalisateur de Al-Qaws pour la Diversité Sexuelle et de Genre dans la Société Palestinienne, a fait le commentaire suivant :**

En tant que militants queers palestiniens, nous accueillons chaleureusement le soutien d'artistes qui ont des principes tels John Trengove, Catherine Gund et Daresha Kyi, qui ont refusé de laisser leur art couvrir les graves violations israéliennes de « pinkwashing » envers les droits humains des Palestiniens. Ils ont rejeté l'usage cynique par le gouvernement israélien de la culture LGBTQI et d'événements pour feindre une unité brisée aux dépens d'autres ; ils affirment au contraire leur engagement pour un monde plus libre et plus juste pour tous.

**Un porte-parole de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a dit :**

Nous félicitons ces cinéastes pour avoir entendu notre appel à ne pas briser le piquet de grève et à soutenir notre lutte non violente pour la liberté, la justice et l'égalité. Leurs déclarations témoignent d'une approche nuancée et d'une grande attention aux appels des opprimés.

Leur soutien éthique au boycott culturel non-violent d'Israël pour que les Palestiniens jouissent de leurs droits humains

révèle le caractère orwellien dans la façon qu'a Yaïr Hochner, le directeur du festival, de présenter les actions de boycott du BDS comme de la « violence » alors que le festival tente de déguiser des décennies de violence israélienne, de nettoyage ethnique et d'occupation militaire par le pinkwashing.

### **PACBI a ajouté :**

Le mouvement BDS croit fermement que l'art a le pouvoir d'amener le changement et que les artistes ont la responsabilité morale de ne pas permettre que leur art perpétue ou couvre l'oppression.

L'art sponsorisé par des institutions gouvernementales complices de crimes contre les opprimés, perd ce pouvoir et n'est alors rien de plus qu'un outil de blanchiment ou de pinkwashing (rosissement) des violations des droits des êtres humains. Tout comme des artistes refusaient de se produire à Sun City à l'époque de l'apartheid sud-africain, de plus en plus d'artistes refusent à Israël l'opportunité d'utiliser leur art pour cacher son régime d'occupation de plusieurs décennies, son colonialisme de peuplement et l'apartheid contre le peuple palestinien.

*La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. PACBI défend le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante au déni par Israël des droits des Palestiniens tels qu'inscrits dans le droit international.*

Voyez le site de PACBI <https://bdsmovement.net/pacbi>

et suivez-nous sur Twitter @PACBI

Source: [bdsmovement](http://bdsmovement.com)

Traduction: SF pour BDS France

---

# **Un cinéaste sud-africain primé annule sa participation au Festival israélien de films LGBT**

26 mai 2017

**Campagne Palestinienne pour le boycott académique et culturel (PACBI) d'Afrique du Sud**

Le cinéaste sud-africain John Trengove se retire du Festival International de films LGBT de Tel Aviv.

Le texte de l'encart est traduit plus bas.

*26 mai 2017* – Hier, John Trengove, un cinéaste sud-africain primé, a annulé sa participation au Festival International de films LGBT de Tel Aviv (TLVFest).

Son film, *The Wound (La Blessure)*, est programmé pour la soirée d'ouverture du festival le 1<sup>er</sup> juin.

Dans sa lettre (reproduite ci-dessous) adressée aux organisateurs du festival les informant de l'annulation de sa participation, Trengove a dit :

« Si j'imagine bien que les organisateurs du festival TLV sont bien intentionnés et progressistes, il m'est cependant impossible de passer par-dessus le fait que le festival (et ma participation) pourraient servir à faire diversion par rapport aux violations des droits des êtres humains commises par l'État d'Israël ».

Il a ajouté :

« Avec la douleur de la lutte contre l'apartheid encore fraîche dans notre conscience collective, le problème est, comme vous pouvez l'imaginer, très sensible pour beaucoup de Sud-Africains... Sachant ce que je sais, il me semble impératif de retirer ma participation ».

Dans sa lettre, Trengove reconnaît qu'il ne peut pas retirer son film de la projection en Israël parce qu'il est déjà vendu à un distributeur pour être projeté.

Il a dit :

« J'accepte le fait que cette situation est hors de mon pouvoir, même si mon souhait serait que le film ne soit pas projeté en Israël tant que les conditions actuelles persistent ».

Des militants palestiniens queer et la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) ont chaleureusement accueilli la décision de Trengove de respecter le piquet de grève et d'annuler sa participation au festival de cinéma.

**Hind Awwad du PACBI a dit :**

La société civile palestinienne remercie chaleureusement John Trengove pour sa solidarité de principe et sa décision de respecter notre piquet de grève en annulant sa participation au TLVFest. Nous espérons que des artistes internationaux le suivent et annulent leur participation, privant ainsi le

gouvernement israélien d'une opportunité d'utiliser leur nom pour couvrir et déguiser ses crimes sous la promotion des LGBT (pink wash).

Des militants queer palestiniens et leurs soutiens ont appelé les cinéastes internationaux à annuler leur participation au TLVFest sponsorisé par le gouvernement israélien. Leur appel fait partie d'une campagne plus large exhortant les cinéastes, artistes et entreprises LGBTQI à boycotter la Tel Aviv Pride, que les militants queer palestiniens décrivent comme un exercice de pink washing destiné à brouiller le fait que « sous l'arc en ciel, Israël cache 69 ans d'occupation, de colonialisme et d'apartheid ».

### **Lettre de John Trengove à Yaïr Hochner, directeur du TLVFest :**

Cher Yaïr,

C'est avec un regret sincère que je dois vous informer que je ne participerai pas au TLVFest la semaine prochaine. Au cours des derniers jours, j'ai été contacté par des organisations militantes et par des membres du milieu du cinéma sud-africain, me pressant de respecter le boycott culturel contre Israël et particulièrement le TLVFest. Avec la douleur de la lutte contre l'apartheid encore fraîche dans notre conscience collective, le problème est, comme vous pouvez l'imaginer, très sensible pour beaucoup de Sud-Africains.

La question du pink washing m'a aussi été mise en évidence. Si j'imagine bien que les organisateurs du festival TLV sont bien intentionnés et progressistes, il m'est cependant impossible de passer par-dessus le fait que le festival (et ma participation) pourraient servir à faire diversion par rapport aux violations des droits des êtres humains commises par l'État d'Israël

Je comprends que ma décision est bien tardive et j'en suis



sincèrement désolé. Ma naïveté et mon désir que mon film et les problèmes humains qu'il soulève soient vus aussi loin et aussi largement que possible m'ont conduit à accepter votre invitation, voici plusieurs semaines. Malheureusement, sachant ce que je sais, il me semble impératif de retirer ma participation.

Je comprends aussi que le film est vendu, non seulement pour une projection mais aussi pour une distribution en Israël. J'accepte donc que la situation soit hors de mon pouvoir, même si mon souhait serait que le film ne soit pas montré en Israël tant que les conditions actuelles persistent.

J'espère que vous accepterez ma décision, dans l'esprit dans lequel elle est conçue, qui n'est pas une attaque personnelle contre vous ou votre équipe, mais qui est motivée par ce que des convictions personnelles et politiques profondes réclament de moi.

Sincèrement

John Trengove

*La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. PACBI défend le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, pour leur complicité profonde et persistante avec le déni israélien des droits des Palestiniens tels que stipulés dans le droit international.*

PACBI <https://bdsmovement.net/pacbi>

Twitter @PACBI

Source: [PACBI](#)

# **Le président de la FIFA écarte le vote sur les colonies israéliennes et s'acharne à violer les statuts de la FIFA**

**Pacbi – 11 mai 2017**

Les Palestiniens accusent le président de la FIFA, Gianni Infantino, de corruption et de népotisme après qu'il a bloqué la motion de l'Association palestinienne de football au Congrès de la FIFA d'aujourd'hui. La motion demandait que l'Association israélienne de football se mette en conformité avec les statuts de la FIFA en excluant les clubs de football basés dans les colonies illégales sur la terre palestinienne occupée.

Infantino a détourné l'ordre du jour du Congrès et empêché le vote de la motion, s'inclinant ainsi devant les tactiques d'intimidation israéliennes. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait personnellement appelé le président de la FIFA ainsi que les présidents de sept pays afin d'empêcher un vote sur les équipes des colonies illégales israéliennes.

**Hind Awwad, de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a déclaré :**

*« Il est clair qu'Infantino s'inscrit dans la même démarche que l'ancien président de la FIFA, Sepp Blatter, et que son engagement à respecter les droits humains est une imposture. Il avait l'opportunité de rectifier le bilan scandaleux d'atermoiements de la FIFA et son application sélective de ses statuts, mais il a préféré s'acharner, avec plus encore de ce mépris sans retenue du droit international et ses propres statuts.*

*Le Conseil de la FIFA s'est opposé à ce que le Congrès puisse voter sur le problème des colonies israéliennes, protégeant une fois encore Israël de ses responsabilités pour ses violations des statuts de la FIFA et des droits des Palestiniens en tant qu'êtres humains.*

*Le Congrès de la FIFA d'aujourd'hui va entacher la réputation déjà ternie de la FIFA. Infantino et la FIFA ont effectivement donné à Israël un feu vert pour poursuivre sa répression contre le sport palestinien, ses arrestations arbitraires des athlètes palestiniens et continuer de jouer sur une terre palestinienne volée.*

*Infantino s'est abusé lui-même en pensant que ce problème allait tout simplement s'estomper. Cette dernière capitulation devant l'intimidation israélienne ne servira qu'à revigorer le mouvement qui monte pour qu'Israël soit suspendu du football mondial, comme cela a été le cas pour l'Afrique du Sud de l'apartheid, et ce, jusqu'à ce qu'il respecte les droits de l'homme des Palestiniens. »*

## **Contexte**

- Le professeur Andreas Zimmermann, juriste et expert des Nations-Unies, de l'université de Potsdam, a publié un avis : *« Le statut juridique des clubs de football israéliens dans le territoire palestinien occupé et ses incidences sur les conséquences juridiques pour la*

*FIFA », qui conclut que « les clubs des colonies israéliennes qui jouent sur le territoire palestinien occupé sans le consentement de l'Association palestinienne de football violent l'article 72, paragraphe 2, des statuts de la FIFA », et que « la tolérance de la FIFA des clubs des colonies constitue une reconnaissance implicite des colonies israéliennes et, par conséquent, viole l'obligation de la FIFA de respecter le droit des Palestiniens à l'auto-détermination en vertu de l'article 3 de ses statuts ».*

- Le 4 mai 2017, une lettre de 174 clubs de football et associations sportives palestiniens ont demandé instamment à la FIFA de suspendre immédiatement l'adhésion de l'Association israélienne de football pour son inclusion des sept équipes de football basées dans les colonies israéliennes illégales.
- Le 19 avril 2017, plus d'une centaine d'associations sportives, syndicats, organisations des droits de l'homme et groupes confessionnels, représentant des millions de personnes de 28 pays à travers le monde, ont rejoint les champions de football, universitaires, réalisateurs de cinéma, hommes et femmes politiques et responsables gouvernementaux, en s'adressant aux membres du Conseil de la FIFA et insistant pour que, soit la Ligue nationale israélienne de football retire l'affiliation des sept clubs basées dans les colonies illégales israéliennes sur le territoire palestinien occupé, soit elle fait face à sa suspension de la FIFA.
- Ces derniers mois, le conseiller spécial des Nations-Unies pour le sport au service du développement et de la paix, en plus de 66 membres du Parlement européen, 30 membres du Parlement suisse, plus de 40 membres du Parlement danois, 38 membres de la Chambre des Communes

britannique, ainsi que le groupe Human Rights Watch, ont demandé instamment à la FIFA de résoudre le problème des clubs des colonies.

- En octobre 2016, le conseiller spécial des Nations-Unies pour le sport au service du développement et de la paix, Wilfried Lemke, a écrit à la FIFA pour l'exhorter à trouver une résolution à la question des clubs des colonies, « *en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies et les statuts de la FIFA et ce, dans un calendrier raisonnable* ».

Source: [bdsmovement](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE